

# **MESSAGE AU CONSEIL GENERAL**

## **relatif au nouveau règlement communal sur la détention et l'imposition des chiens**

---

Madame la Présidente,  
Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux,

Nous avons l'honneur de soumettre à votre examen et à votre approbation le projet du nouveau règlement communal sur la détention et l'imposition des chiens.

### **1. PRESENTATION**

La loi cantonale sur la détention des chiens du 2 novembre 2006 et son règlement d'exécution du 11 mai 2008 nécessitent l'adaptation des réglementations communales en la matière.

L'article 51 des nouveaux statuts de l'ACoPol, entrés en vigueur le 29 août 2011, renvoie à la réglementation spéciale en ce qui concerne la détention des chiens. Le règlement actuellement en vigueur date du 21 janvier 1982. Obsolète et trop succinct, ce règlement mérite une révision, que le Conseil communal a entreprise en tenant compte :

- du nouveau cadre législatif cantonal,
- des nouveaux statuts de l'ACoPol, notamment ses art. 50 à 54,
- de la population canine de Villars-sur-Glâne (382 chiens en 2011),
- du coût engendré par les frais d'achat, d'installation, d'exploitation des 56 robidogs et du travail qui en résulte pour les Services techniques.

Le projet de règlement sur la détention et l'imposition des chiens, que vous trouverez, en annexe, est largement tiré du règlement type édité par le Service des communes :

- il fixe la responsabilité du détenteur (art. 2),
- préventif, il donne aussi à l'autorité communale les outils nécessaires pour intervenir en cas de problème (art. 3 à 10) ou réprimer les infractions à la police des chiens (art. 16),
- il constitue la base légale pour l'imposition des chiens dans la commune (art. 11 à 15 et 17 à 20) et tient compte des préavis émis par les différents services cantonaux, ayant été soumis en examen préalable auprès desdits services.

S'agissant du montant de cet impôt, le Conseil communal propose de l'augmenter de Fr. 50.- à Fr. 80.- par an et par chien, de façon à mieux rémunérer la Commune des frais d'achat, d'installation et d'exploitation des 56 distributeurs/récepteurs de sachets à crottes, voire de nettoyage des trottoirs et autres espaces publics désagréablement souillés.

Certes, cette augmentation est sensible mais cette taxe, fixée jusqu'ici à Fr. 50.- depuis plus de 30 ans, était peu élevée, compte tenu de l'urbanisation de notre Commune, qui s'est considérablement développée avec l'extension parallèle du domaine public à entretenir.

## **2. PROPOSITION**

Le Conseil communal invite le Conseil général à adopter le présent projet de règlement sur la détention et l'imposition des chiens, tel que proposé.

Nous vous présentons, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux, l'assurance de notre parfaite considération.

**Le Conseiller communal responsable  
du dicastère Culture - Intégration - Prévention - Police**

  
ALLAN ALVEZ DA COSTA

Approuvé par le Conseil communal dans sa séance du 30 avril 2012

**AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL**

**Le Secrétaire**

  
Emmanuel ROULIN



**La Syndique**

  
Erika SCHNYDER

Annexe : projet de règlement



## **REGLEMENT COMMUNAL**

**relatif à la détention et à  
l'imposition des chiens**

# **REGLEMENT SUR LA DETENTION ET L'IMPOSITION DES CHIENS**

## **Le Conseil général de Villars-sur-Glâne**

### **V u :**

- *La loi du 2 novembre 2006 sur la détention des chiens (LDCh ; RSF 725.3)*
- *Le règlement d'exécution du 11 mars 2008 sur la détention des chiens (RDCh ; RSF 725.31)*
- *La loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo ; RSF 140.1)*
- *La loi du 10 mai 1963 sur les impôts communaux (LCo ; RSF 632.1)*
- *Le message du Conseil communal du 30 avril 2012*

### **E d i c t e**

## **CHAPITRE PREMIER**

### **Objet**

#### Article 1      But

Le présent règlement a pour but d'assurer l'ordre, la sécurité, la salubrité et la tranquillité publics en matière de détention des chiens et de déterminer l'imposition des chiens sur le territoire communal.

## **CHAPITRE 2**

### **Obligations du détenteur ou de la détentrice**

#### Article 2      Obligations du détenteur ou de la détentrice

<sup>1</sup>Le détenteur ou la détentrice d'un chien est tenu de prendre toutes les mesures propres à éviter que son animal ne trouble l'ordre, la sécurité, la salubrité et la tranquillité publics.

<sup>2</sup>Il ou elle annonce au contrôle des habitants de la commune toute modification concernant l'inscription de son chien dans la banque de données ANIS.

## **CHAPITRE 3**

### **Police des chiens**

#### Article 3      En général (art. 35 et 36 LDCh)

<sup>1</sup>La personne qui détient un chien doit éduquer son animal de façon à assurer la protection des personnes, des animaux et des choses et doit en tout temps l'avoir sous contrôle.

<sup>2</sup>Il est interdit, en particulier, d'incommoder des passants avec un chien.

#### Article 4      Chiens errants (art. 14 et 22 LDCh)

<sup>1</sup>Est considéré comme errant le chien qui échappe durablement à la maîtrise de la personne qui le détient.

<sup>2</sup>Il est interdit de laisser son chien errer sur le territoire communal.

<sup>3</sup>Lorsqu'il apprend qu'un chien erre sur son territoire, le service communal responsable entreprend toute mesure afin d'en identifier le détenteur ou la détentrice. S'il n'y parvient pas, il signale le chien errant au Service vétérinaire (ci-après : le Service) ou, à défaut, à la Police.

#### Article 5      Chiens dangereux

##### a) Mesures de prévention (art. 24 LDCh)

<sup>1</sup>Lorsqu'il apprend qu'un chien a adopté un comportement agressif, le Conseil communal prend envers le détenteur ou la détentrice domicilié-e sur son territoire les mesures de prévention nécessaires.

<sup>2</sup>Il peut, notamment :

- a) entendre la ou les personnes victimes du comportement du chien ;
- b) entendre le détenteur ou la détentrice et examiner avec cette personne s'il y a lieu de prendre des mesures particulières ;
- c) avertir le détenteur ou la détentrice que, en cas de récidive, le chien sera signalé au Service ;
- d) signaler immédiatement au Service si le comportement du chien laisse craindre la mise en danger de personnes.

## Article 6      b) Signalement (art. 25 LDCh)

Le Conseil communal est tenu de signaler au Service tout chien :

- a) ayant blessé une personne ;
- b) ayant gravement blessé un animal ;
- c) présentant des signes d'un comportement d'agression supérieur à la norme.

## Article 7      Espaces interdits aux chiens et tenue en laisse (art. 30 LDCh)

<sup>1</sup>Le Conseil général délègue au Conseil communal la compétence de définir la liste des lieux dans lesquels les chiens sont interdits ou doivent être obligatoirement tenus en laisse dans les limites suivantes :

- tenue en laisse obligatoire : sur des voies publiques situées dans des quartiers d'habitation et/ou dans des espaces publics ;
- interdiction des chiens : dans des espaces publics et/ou des bâtiments communaux.

<sup>2</sup>Cette liste est annexée au présent règlement et fait l'objet d'une publication. Elle est communiquée, pour information, au Service de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires, au Service des communes et au Service des forêts et de la faune.

<sup>3</sup>Le Conseil communal informe régulièrement les détenteurs de leurs droits et obligations et, notamment, communique la liste des espaces interdits et/ou soumis à l'obligation de la tenue en laisse. Il pourvoit ces lieux d'une signalisation adéquate.

## Article 8      Tenue en laisse en forêt (art. 49 RDCh)

<sup>1</sup>Du 1<sup>er</sup> avril au 15 juillet, les chiens doivent être tenus en laisse en forêt.

<sup>2</sup>Les prescriptions relatives aux réserves naturelles sont réservées.

## Article 9      Souillures (art. 37 LDCh et 47 RDCh)

<sup>1</sup>Toute personne ayant la responsabilité d'un chien veille à ce que celui-ci ne souille pas le domaine public et privé d'autrui.

<sup>2</sup>Il lui incombe de ramasser les déjections de son animal et de les évacuer dans les installations communales prévues à cet effet.

**Article 10** Impact sur les cultures, les animaux de rente, les animaux de compagnie, la faune et l'environnement (art. 38 LDCh)

<sup>1</sup>Le détenteur ou la détentrice veille à ce que son chien ne porte pas préjudice aux exploitations agricoles, aux animaux de rente, aux animaux de compagnie ou à la faune et à la flore sauvages.

<sup>2</sup>La législation sur la chasse est réservée.

## **CHAPITRE 4**

### **Redevances**

#### **Section 1 : Impôt communal**

**Article 11** Principe

<sup>1</sup>La commune prélève un impôt sur les chiens, exigé de tout détenteur de chiens (personne physique ou morale) domicilié à Villars-sur-Glâne.

<sup>2</sup>La détention de chiens nés ou acquis durant l'année donne lieu à la perception d'un impôt annuel complet.

<sup>3</sup>L'impôt est facturé dans le délai de trois mois à dater de la naissance ou de l'acquisition du chien.

<sup>4</sup>La banque de données ANIS sert de registre fiscal pour le prélèvement de l'impôt.

**Article 12** Montant de l'impôt

Le montant de l'impôt est de Fr. 80.- par chien et par année.

**Article 13** Exonération (art. 47 LDCh et 55 RDCh)

<sup>1</sup>Les chiens d'aide, de l'armée, de la police, des gardes-faune, les chiens d'avalanches et de recherches d'animaux blessés ou morts sont exonérés de l'impôt.

<sup>2</sup>Sont considérés comme chiens d'aide les chiens d'aveugles et de handicapés qui, après une formation dans un centre reconnu d'utilité publique, ont pour but l'intégration sociale et professionnelle du détenteur ou de la détentrice.

<sup>3</sup>Sont également exonérés les chiens de sauvetage actif, soit les chiens chargés de sauver des personnes dans des décombres, des avalanches ou en surface, ainsi que les chiens utilisés dans le cadre du projet de prévention d'accidents par morsure.

## **Section 2 : Impôt dû par les commerçants et commerçantes au bénéfice d'une patente**

### Article 14 Principe

Les personnes au bénéfice d'une patente pour commerce de chiens s'acquittent d'un impôt communal unique, quel que soit le nombre de chiens détenus.

### Article 15 Mode de calcul

<sup>1</sup>L'impôt dû annuellement par les commerçants et commerçantes au bénéfice d'une patente se compose des éléments suivants :

- a) une redevance fixe de Fr. 100.- ;
- b) une redevance proportionnelle de Fr. 10.- pour tout chien ayant fait l'objet d'une transaction.

<sup>2</sup>La redevance proportionnelle est fixée provisoirement sur la base du nombre de transactions déclarées dans la demande de patente. La fixation définitive du montant de cette redevance peut être effectuée sur la base des données enregistrées dans la banque de données ANIS.

## **CHAPITRE 5**

### **Sanctions pénales**

### Article 16 Principe

<sup>1</sup>Toute contravention aux articles 2, 4 al. 2, 7 et 9 du présent règlement est passible, selon la gravité du cas, d'une amende de Fr. 20.- à Fr. 1'000.- prononcée par le Conseil communal en la forme de l'ordonnance pénale (art. 86 LCo).

<sup>2</sup>Le condamné peut faire opposition par écrit auprès du Conseil communal dans les dix jours dès la notification de l'ordonnance pénale. En cas d'opposition, le dossier est transmis au Juge de police.



## Article 17    Soustraction à l'impôt communal des chiens

<sup>1</sup>Toute soustraction à l'impôt communal prévu aux articles 11 et 14 du présent règlement est passible, outre l'impôt, d'une amende de Fr. 20.- à Fr. 1'000.- prononcée par le Conseil communal en la forme de l'ordonnance pénale (art. 86 LCo).

<sup>2</sup>Le condamné peut faire opposition par écrit auprès du Conseil communal dans les dix jours dès la notification de l'ordonnance pénale. En cas d'opposition, le dossier est transmis au Juge de police.

## **CHAPITRE 6**

### **Intérêts moratoires et voies de droit**

## Article 18    Intérêts moratoires

Les impôts et amendes non payés dans les délais portent intérêt au taux applicable à l'impôt communal sur le revenu et la fortune.

## Article 19    Voies de droit

### a) En général

<sup>1</sup>Sous réserve de l'article 20 du présent règlement, toute réclamation concernant l'application du présent règlement doit être adressée au Conseil communal dans les 30 jours dès la notification de la décision.

<sup>2</sup>La décision du Conseil communal peut faire l'objet d'un recours au préfet dans les 30 jours dès sa communication.

## Article 20    b) Contestation du bordereau d'impôt

<sup>1</sup>Le contribuable peut, dans les trente jours dès la notification de la taxation ou du bordereau, interjeter une réclamation auprès du Conseil communal.

<sup>2</sup>En cas de perception des impôts communaux par le Service financier cantonal, les voies de droit sont celles qui s'appliquent aux impôts cantonaux correspondants.

<sup>3</sup>La décision sur réclamation est sujette à recours auprès du Tribunal cantonal dans les trente jours dès la notification.

## **CHAPITRE 7**

### **Dispositions finales**

#### Article 21    Abrogation

Le règlement du 21 janvier 1982 est abrogé.

#### Article 22    Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts.

**Approuvé par le Conseil communal le 13 février 2012**

**Le Secrétaire**

  
Emmanuel Roulin




**La Syndique**

  
Erika Schnyder

**Adopté par le Conseil général le .....**

**Le Secrétaire**

  
Emmanuel Roulin

**La Présidente**

Corinne Faessler

**Approuvé par la Direction des institutions,  
de l'agriculture et des forêts, le .....**

**La Conseillère d'Etat, Directrice**

Marie Garnier

# COMMUNE DE VILLARS-SUR-GLANE

## Annexe au règlement sur la détention et l'imposition de chiens

Le Conseil communal de Villars-sur-Glâne,

vu

l'article 7 du règlement sur la détention des chiens, approuvé par le Conseil général le ..... 2012

édicte :

### Article 1 Interdiction des chiens

Les chiens, à l'exception des chiens d'aide, sont interdits dans les lieux publics suivants :

- a) à l'intérieur des bâtiments communaux
- b) sur les places de sport, les surfaces de jeux et de détente, sauf autorisation spéciale du Conseil communal.

### Article 2 Obligation de tenue en laisse

Les chiens doivent obligatoirement être tenus en laisse dans les lieux suivants :

- a) sur le domaine public communal (routes et trottoirs) ;
- b) dans les lieux publics où ils sont admis, tels que commerces, établissements publics (y compris leurs terrasses), places de jeux, zones publiques des places de sport, etc. ;
- c) à l'intérieur des zones habitées, hormis dans le jardin clôturé du détenteur ou de la détentrice.

Villars-sur-Glâne, le 13 février 2012

Le Secrétaire

Emmanuel Roulin

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL



La Syndique

Erika Schnyder